

Gall. rev.

307^m

Gall. rev. 307^m (Summaries)

Coup d'oeil politique

2

sur

l'avenir de la France.

De ses enfans absens la France est plus chérie;

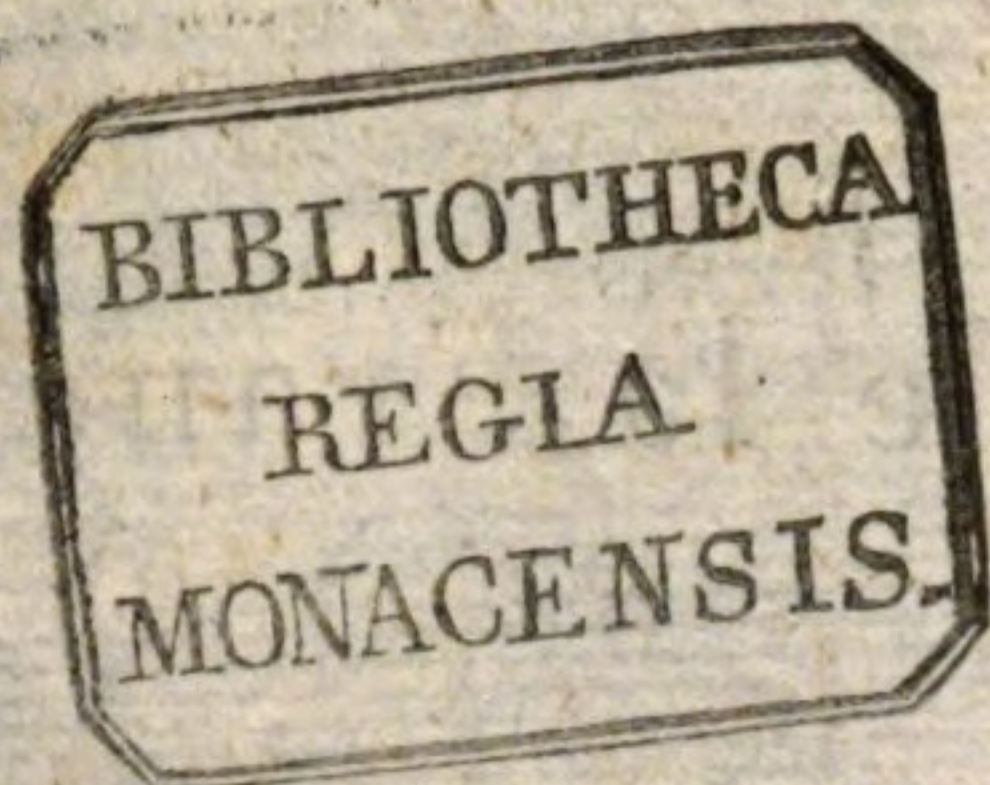
Plus je vis d'étrangers, plus j'aimai ma patrie.

Siège de Calais, trag. de DUBELLOUX.

M a r s 1 7 9 5.

A Hambourg,

chez B. G. Hoffmann.



Intérieur de la France.

La révolution françoise étonne l'univers. C'est une tragédie atroce conduite par des monstres, soutenue par des héros. La partie militaire inspire l'admiration, la partie politique répand l'horreur. Jamais nation ne s'est montrée à la fois plus su-

blime et plus avilie. Le François est invincible comme soldat, il tremble et souffre comme citoyen; intrépide dans les camps et devant les troupes les plus aguerries de l'Europe, dans ses foyers il devient l'esclave d'une poignée de scélérats.

La grande populace du genre humain, qui n'aperçoit que ce qui frappe par son éclat, admire sans distinction tout ce qui est couronné de succès. Combien même n'est-il pas d'hommes très-honnêtes, qui éblouis par la gloire militaire des

François, vont jusqu'à chercher à excuser les crimes de leurs gouvernans, en les rejetant sur la nécessité et sur l'enthousiasme de la liberté?

Quand le crime est heureux, la multitude le regarde presque comme une vertu. C'est par cette erreur que Marat a obtenu les honneurs du Panthéon. C'est ainsi que Robespierre a eu des apologistes, et qu'il se trouve encore des monstres et des insensés qui crient dans Paris: *nous voulons la liberté à la manière de Robespierre.*

Il seroit inutile d'avoir raison tout seul en opposant à la gloire des François leur opprobre, à l'admiration publique l'indignation ou la compassion, si la révolution qui commence à se faire dans l'opinion publique, ne donnoit l'espoir d'un prompt changement qui les ramènera à la vertu et au bonheur. Déjà la saine partie de la nation a osé déchirer le voile funèbre qui couvroit toute la France. Déjà le système de terreur, sorti de l'ancre des Jacobins, est remplacé par l'humanité et par la justice.

Déjà la masse du peuple revient de son égarement, montre son horreur contre les Marat, les Robespierre et leurs adhérens. Déjà elle reconnoît qu'elle a remplacé des abus par des excès, et des erreurs par des crimes. Déjà elle avoue qu'elle a substitué aux vexations du pouvoir ministériel l'oppression sanglante de la tyrannie la plus monstrueuse que présente l'histoire des hommes.

Déjà le François reconnoît que tout le monde est esclave et souffre,

quand les méchans peuvent faire le mal impunément. Déjà, prenant confiance dans sa force et son courage, fier de ses victoires brillantes, il se dit à lui-même, qu'invincible au dehors, il n'a d'ennemi dangereux que lui-même, que triomphant de toute l'Europe, il reste toujours en guerre contre lui-même, qu'inaccessible aux armées étrangères, il se déchire lui-même avec une barbarie qui dénature l'homme, au point de ne le reconnoître qu'à la recherche et à la variété de ses cruautés.

Jusqu'à présent, dans l'état de révolution qui agite la France, toutes les âmes étoient exaltées et fougueuses ; elles passoient d'une extrémité à l'autre, du bien au mal, ne tenant ni au mal ni au bien, mais à leurs passions.

C'étoit un état forcé, trop opposé au caractère national, à la gayeté, à la franchise, à la douceur du François, pour pouvoir durer. Il étoit entraîné par une société monstrueuse qui lui faisoit croire que la barbarie étoit l'énergie de la liberté.

Un peuple qu'on a corrompu ne prend que trop de goût pour ce qui le corrompt davantage, Si les Jacobins avoient eu un peu plus de mesure dans leur scélératesse, le François seroit devenu le peuple le plus féroce de l'univers.

Mais enfin la mesure des crimes a été comblée trop tôt, pour ne pas faire rentrer en elle-même cette nation à laquelle il ne manquoit que le repentir pour être la plus respectable de l'Europe.

L'histoire des méchans est souvent celle des crimes heureux, mais plus souvent encore celle des crimes punis. Les Robespierre, Couthon, St. Just, Carrier, Barrère, Billaud, Collot, ou sont déjà tombés, ou tomberont nécessairement bientôt sous les coups de la vengeance nationale. Les Jacobins sont dispersés, mais ils ne sont pas encore anéantis. On craint encore les tyrans morts dans la tyrannie qui n'est pas encore détruite.

Des Jacobins.

Si le tableau que présentait la France il y a six mois n'étoit pas hideux, il seroit ridicule. Mais la quantité de veuves et d'orphelins qu'a faits la guillotine, les ruines dont elle a couvert la France depuis dix-huit mois par les mains des monstres qui régnoient, et qui luttent encore contre la vengeance nationale, ne laissent place qu'à des réflexions tristes.

On croyoit qu'il suffisoit de s'être déclarés républicains pour établir la république. De puériles cérémonies constituoient l'état politique de la France. L'acceptation forcée d'une constitution faite avec précipitation, étoit le seul contrat social qui établissoit une tyrannie anarchique. Paris faisoit la loi à la France, comme Rome à toutes les parties de l'empire romain.

Etoit-ce là une république française? non certainement. C'étoit donc une république parisienne; pas

davantage; car Paris étoit plus esclave et plus malheureux que le reste de l'empire. Qu'étoit donc la France? C'étoit réellement

La république des Jacobins.

C'étoient eux qui massacroient, dépouilloient, tyrannisoient la nation. C'étoient eux qui tenoient sous le poignard de leurs satellites à quarante sols la convention nationale et les sections de Paris qui avoient eu la foiblesse de se laisser désarmer

par une poignée de scélérats sans
aveu.

C'étoient eux qui remplissoient
de terreur et de carnage tous les
départemens, qui détruisoient le com-
merce et tous les monumens des
arts. C'étoient eux qui par un raf-
finement de barbarie avoient souillé
la langue la plus raisonnable et la
plus pure de l'Europe par les mots
de *Noyades*, de *Septembriseurs*, de
Mariages patriotiques etc. qui rappel-
leront éternellement des tableaux qui
font frémir. C'étoient eux qui à

Metz, à Nancy et dans tant d'autres villes décoroient leurs antres formidables de lampes lugubres, de tentures noires et rouges, de poignards, de guillotines.

Ce sont ces mêmes Jacobins que leur chute rend encore plus furieux, qui s'occupent jour et nuit de complots de sang, qui cherchent encore à égarer le peuple, qui grossissent chaque jour leurs listes de proscription; prêts à frapper, si on n'achève pas de les abattre; prêts à égorger la convention pour la punir d'avoir

secoué leur infame tyrannie; prêts à mettre à feu et à sang la capitale où ils ont régné, s'ils parviennent à y régner encore.

Fidelles à leur système développé dans les aveux de Carrier, dans les lettres de Robespierre et St. Just, il leur faut encore plusieurs millions de têtes pour réduire la population qu'ils trouvent trop forte, à la juste proportion de leurs projets tyranniques et spoliateurs.

Et c'est en dressant des autels à

la raison et à la liberté, que la frénésie et la tyrannie assuroient l'esclavage d'une nation à laquelle les peuples les plus belliqueux de l'Europe ne peuvent pas résister!

Les François connoissent à présent tous les crimes et le danger de cette hideuse société. Ils ont eu le bon esprit d'aider la convention nationale dans les efforts généreux qu'elle a faits pour secouer le joug honteux de ces vils tyrans. Ils se rallient autour d'elle pour la soutenir de la masse entière de leur force,

pour achever la destruction du système de terreur qui replongera la France dans de nouvelles calamités, plus terribles que tous les fléaux qui accompagnent la guerre, si cette société n'est pas anéantie pour jamais.

L'opinion publique, ce grand principe des gouvernemens, a déjà proscrit la mémoire des Marat et autres monstres qui ont souillé cette révolution; elle impose à la convention le devoir de retirer tous les décrets arrachés en leur faveur,

d'augmenter l'horreur pour les crimes, en ôtant à leurs partisans tous les moyens de rétablir cet abominable culte, en chassant de son sein tous les fauteurs du Jacobinisme, et en l'empêchant de se reproduire jamais.

Quand même la convention, soit par ménagement pour ceux de ses membres qui soutiennent avec indépendance les principes des Jacobins et le système de terreur, soit par une fausse idée sur la liberté des opinions, soit par foiblesse, soit par in-

trigues, garderoit encore des mesures avec cette secte dangereuse, elle ne feroit qu'avancer le moment de l'explosion, suite nécessaire de la frénésie de cette horde de scélérats, dont l'existence fondée sur la violence et le crime, ne peut se soutenir ou se rétablir que par des moyens pareils. La convention n'auroit fait que retarder par une prudence dangereuse la décision sévère qu'elle sera toujours forcée de prononcer, et il en coûteroit plus de sang pour éviter de plus grands malheurs.

Il faut espérer que bientôt la convention, appuyée par la nation entière, anéantira jusqu'au nom de cette secte funeste, dont le tableau qu'on vient de lire n'est qu'une faible esquisse, tirée des rapports faits à la convention même, à laquelle on va opposer celui des succès presque incroyables des armes françoises.

Quelques réflexions sur la gloire militaire des François amèneront à d'autres plus essentielles sur le parti que la convention doit en tirer pour

assurer le bonheur de la nation,
dont la confiance lui impose le
devoir sacré de s'occuper unique-
ment.

Succès militaires.

Depuis le commencement de cette guerre, laquelle, quoiqu'en disent les puissances coalisées, a été l'effet nécessaire des erreurs politiques de plusieurs cours, et ne peut pas être considérée comme une agression de la part des François, circonstance qui a influé sur ses suites, la fortune entraîne les François à mesure qu'ils avancent. La facilité de réussir les force à ne pas mettre de bornes à

leur ambition. Le sort justifie leur
témérité, à quelque excès qu'ils puissent
la porter.

En 1792, dès l'ouverture de la campagne, une armée formidable entre sans opposition dans l'intérieur de la France, les places se rendent sans résistance, l'effroi est universel, le parti de l'ancien gouvernement reprend courage, la nation est consternée, l'assemblée de ses représentans est prête à abandonner la capitale, tout paroît désespéré. Des provinces entières doivent passer sous

la domination des étrangers. Tout l'empire doit être en proie à la vengeance, à la guerre civile, à la misère, à la banqueroute.

Un général, à la tête d'une poignée de troupes indécises et désorganisées, malgré les conseils, les ordres, les murmures, prend une position hardie devant cette armée formidable, l'étonne, lui en impose, rend la confiance aux soldats, forme à son tour une armée égale à cette masse nombreuse qui devoit le détruire, et finit par la consumer et la faire disparaître.

Délivré de ce danger imminent, il change la nature de la guerre, et dès la fin de l'année il a conquis les Pays-bas. C'est bien certainement ce général qui a sauvé sa patrie du joug des étrangers, c'est lui qui a enseigné aux François à vaincre leurs ennemis, c'est lui à qui sa nation doit sa liberté et toute la gloire qu'elle a acquise depuis en suivant la route qu'il lui a tracée. Aussitôt Marat et les Jacobins proscrivent ce général, on désorganise son armée, on arrête ses progrès qui auroient donné l'année suivante une paix glorieuse et solide à la France.

Ce général est forcé de fuir, pros-
crit et regardé comme un traître,
parce que bien loin de se réunir à la
faction sanguinaire de ces anarchis-
tes, il s'est vu forcé de prendre la
résolution de la combattre pour sau-
ver le corps législatif de sa tyrannie,
et la France de ses cruautés. Quel
est son crime ? C'est d'avoir prévenu
le jugement de sa nation sur des
monstres, et de n'avoir pas voulu en
être la victime, espérant en délivrer
sa patrie.

François, il ne falloit pas moins

que votre funeste expérience pour vous faire connoître que ce général, qui vous a paru coupable, auroit donné son sang pour vous sauver des Marat et des Robespierre, et de ces Jacobins dont vous avez subi la sanglante tyrannie qui a couvert d'un voile funèbre votre patrie épouvantée. C'est à coups de poignards que ces monstres ont déchiré le bandeau de votre illusion. Vous êtes redevenus libres; soyez justes.

En 1793 vos armées désorganisées ont cédé pendant quelque temps

à la masse des assaillans. La guerre intestine, le déchirement des factions dans la convention, la tyrannie de Robespierre et des Jacobins, le massacre illégal de la faction de la Gironde, tous les fléaux réunis, ont fait tomber entre les mains des coalisés quelques-unes des places fortes sur toutes vos frontières. Mais bientôt le génie de la liberté a déployé toutes les ressources d'une nation distinguée par son esprit et son courage. Tous les arts se sont réunis pour perfectionner l'attaque et la défense. Déjà dès la fin de la cam-

pagne on pouvoit prévoir les succès de celle de 1794.

A mesure que la France développoit les plans les plus audacieux, les exécutoit avec une rapidité, une constance et un acharnement toujours couronnés de succès, les coalisés sembloient aveuglés par un esprit de vertige qui rendoit nulles leurs armées frappées de terreur. La mauvaise disposition des cantonnemens des Allemands en Alsace leur a fait perdre le fruit de leurs succès dans cette partie. Entièrement découra-

gés après avoir vu leurs lignes forcées, ils ont pris le parti honteux de faire sauter très - imparfaitement les ouvrages du Fort-Louis, plutôt que de tenter de défendre cette place importante, et par là ils ont préparé aux François la conquête de toute la rive gauche du Rhin.

Leur plan de campagne de 1794, par la grande distance des armées qui devoient opérer, n'avoit ni liaison ni appui mutuel. Des petits corps détachés, formant une longue ligne foible par tout, ne pouvoient

défendre aucun des points par où les François tenteroient de pénétrer en masse.

Toute l'Europe savoit d'avance que les François avoient le dessein de se donner tout l'avantage de la guerre, en la changeant de défensive en offensive. On savoit même que leur projet étoit de pénétrer entre Sambre et Meuse, pendant que leur gauche tourneroit la droite des coalisés par la Flandre autrichienne.

Les Impériaux s'étoient fermé

eux-mêmes le moyen de pénétrer en Alsace, par l'abandon du Fort-Louis; n'ayant plus qu'un côté pour établir l'offensive, celui de la Flandre et du Hainault, deux provinces qui leur étoient ouvertes par la trouée de Condé, le Quesnoi et Valenciennes qu'ils avoient conquis en 1793, ils auroient dû, abandonnant le Haut-Rhin à la défense de l'armée prussienne qui étoit plus que suffisante, porter toutes leurs forces entre le Luxembourg et la mer.

Si l'armée du comte de Browne

avoit débouché sur la Meuse par le siège de Sedan ou Mezières, pendant que celle du prince de Cobourg auroit assiégé Landrecies, ces deux armées auroient soutenu mutuellement leurs opérations; celle qui auroit terminé la première son siège, auroit servi d'armée d'observation à l'autre. Alors elles se seroient étendues entre la Marne et l'Oise, et rien ne les auroit arrêtées jusqu'à Paris, que des batailles dans les belles et riches plaines de la Picardie, où la supériorité de la cavalerie autrichienne

leur auroit donné un avantage incalculable.

Tout le plan d'offensive des François auroit été déjoué par cette disposition qui les auroit forcés à venir au secours de leurs places, et à livrer des batailles dont les Impériaux auroient décidé le champ, les époques et les circonstances.

Ne prenant pas le parti d'une offensive serrée et conjonctive, les coalisés bien avertis du projet téméraire des François de forcer le pas-

sage de la Sambre, auroient au moins dû fortifier l'excellent poste de Beaumont à la tête de la principauté de Chimai, et y placer un corps assez considérable pour arrêter l'ennemi, le forcer à un siège, et se donner le temps de réunir sur la Sambre les divisions éparses depuis la Moselle jusqu'à la Meuse. Cette disposition eût empêché la trouée que les François ont faite par la Sambre, laquelle a décidé le succès de la campagne.

Enfin, puisque l'armée du prince

de Cobourg devoit d'abord prendre Landrecies, ensuite pénétrer dans la Picardie ou marcher sur Cambrai, il falloit, avant de se mettre en mouvement, assurer la Flandre autrichienne contre l'invasion des François rassemblés dans les camps de Lille et de Cassel, puisqu'on connoissoit pareillement le projet des François de tourner la droite de l'armée alliée, en pénétrant par cette province.

Aucune précaution n'a été prise contre cette attaque. Les coalisés

ont laissé sous Ménin le général Walmoden avec sept à huit mille hommes pour s'opposer à l'irruption de deux corps d'armée, dont on ne connoissoit pas le nombre, mais qui certainement devoient former entr'eux deux plus de quarante mille hommes, et on n'a réparé les places que du côté de l'ennemi, au lieu de les mettre en état de soutenir des sièges.

Les François ont débouché sur tous les points d'attaque avec la confiance et la vivacité qui les caracté-

risent. Ils ont percé par tout, et ils ont rempli un plan téméraire, qui n'eût réussi par aucun côté, si les coalisés, bien avertis à l'avance, avoient pris des mesures sages et méthodiques. Le plan des François étoit géométriquement inexécutable; il est devenu géométriquement exécutable par l'esprit de vertige des coalisés, qui ne lui ont opposé aucune défense raisonnable.

Les provinces de Flandres, Tournaisis, Hainault, Brabant et Namur n'offroient plus aucun point de ré-

sistance aux armées françoises, parties de la Flandre maritime et de la Meuse, et réunies sur les bords de la Meuse par un succès incroyable. Les Impériaux cependant, animés par l'exemple de l'empereur, avoient fait des efforts aussi obstinés qu'inutiles, pour arrêter les progrès de ces républicains invincibles.

Il eût fallu que les peuples belges eussent été préparés d'avance à défendre leurs foyers. Mais les fautes du gouvernement de Bruxelles les

avoient si fort aliénés, que quoiqu'attachés au personnel de l'empereur et de l'archiduc Charles, la haine qu'ils portoient aux préposés de leur souverain leur faisoient faire des vœux pour les François. Ils devoient cependant prévoir que le succès de cette nation entraîneroit leur ruine, en les exposant à l'avarice de leurs commissaires spoliateurs.

Il sembloit que la Meuse devoit mettre un obstacle à leurs victoires, et tous les militaires pouvoient s'imaginer que la campagne se termine-

roit sur cette rivière. Une armée de quatre-vingt mille hommes, ayant pour point d'appui Maestricht, pour avant-fossé la Meuse, Juliers et la Roër appuyant sa gauche, pour retraite la Hollande et ses places fortes, ne sembloit pas pouvoir être dépostée. On ne devoit pas craindre que les François trouvant le Rhin dégarni, commissent l'imprudence de le passer pour s'enfoncer dans la Westphalie, laissant derrière eux quatre-vingt mille hommes qui les auroient coupés.

Pendant que l'armée alliée tenoit la position de la Meuse, le maréchal Möllendorff déployoit les talens de son maître, le grand Frédéric, par le dépostement de Lautern, le seul mouvement militaire fait dans cette campagne selon les règles de l'art, mouvement cependant qui, vu son éloignement, n'opéroit aucune diversion en faveur de l'armée des Pays-bas, mouvement enfin qui aboutit à une inaction inconcevable, suivie d'une retraite qui livra à l'ennemi tout le pays de Trèves.

Cependant l'armée alliée abandonne la position de Maestricht. Des intérêts différens divisent les corps qui la composent. Les Impériaux passent le Rhin, et livrent le duché de Juliers et les archevêchés de Cologne et de Trèves, pendant que les Anglois, les Hanovriens et les Hessois se retirent en Hollande sous le prétexte de la défendre.

L'esprit de vertige et la consternation semblent dès - lors diriger tous les mouvemens des alliés; on n'y aperçoit pas la moindre

trace de l'art militaire. Venloo, Gueldres, Nimégue sont abandonnés, sans qu'on puisse se rendre raison de cette foiblesse, avant que Graves soit assiégé. Il semble que les mouvemens des alliés soient faits pour indiquer aux François par où ils doivent pénétrer.

Bois-le-duc, mal pourvu de vivres et de garnison, ainsi que toutes les places hollandoises, se rend sans coup férir. Maestricht, point secouru, est médiocrement défendu. Valenciennes, Condé, le Quesnoi, attaqués

par un simulacre d'armée, se rendent sans tirer un coup de fusil. Chaque corps françois s'avance précédé d'une colonne de terreur, semblable à la colonne de fumée des Israélites. Aucune place n'attend la grosse artillerie pour capituler.

Un hiver extraordinaire achève ce que la terreur avoit commencé. Les places sont tournées sur la glace. Les coalisés, encore aussi forts que les François s'ils s'étoient réunis dans un point central, auroient pu au moins décider le sort de la Hollande

par une bataille. S'ils s'étoient présentés ensemble, et que par des manœuvres et une bonne contenance ils eussent retardé la marche rapide des François, ceux-ci épuisés, manquant absolument de pain, eussent été forcés de rétrograder sur la Belgique, et n'eussent pas eu le temps de se réparer avant l'ouverture de la campagne de 1795.

Pour opérer l'invasion de la Hollande les François avoient été forcés de réunir sur le même point toutes leurs forces depuis le Haut-Rhin jus-

qu'à Anvers. Ce mouvement étoit prévu d'avance, annoncé et connu à point nommé. Forts sur cette seule frontière, ils étoient foibles par tout ailleurs. Comment les autres armées des coalisés n'ont-elles pas fait des mouvemens, chacune de son côté, ou pour empêcher les François de se réunir, ou pour les suivre?

Comment les Prussiens n'ont-ils pas débouché par Manheim ou Manièce, le général Clerfait par Muhlheim? Ce dernier pouvoit rentrer sans peine dans Cologne, Aix, Liège

et les Pays-bas. On sait bien que ces armées appartiennent à des puissances différentes, mais on diroit à leur conduite que ces puissances sont au moins indifférentes au sort de celle qui est opprimée.

Pendant que ces événemens incroyables se sont passés au nord et à l'est de la France, les Anglois, premiers moteurs de cette guerre dont ils partagent les calamités, et dont ils payent presque toute la dépense, excitoient les Vendéens, et les trompoient par un vain espoir

de secours et par des simulacres puériles de descente.

Aux Indes, ils avoient conquis tous les comptoirs de Terre-ferme des François, mais ils n'avoient pas osé attaquer les îles de France et de Bourbon, d'où sont sortis des essaims de corsaires qui ont désolé impunément leur riche commerce; ainsi les succès ont été compensés. La révolution de Hollande est un incident très-dangereux pour les Anglois aux Indes.

Dans les Indes occidentales, les émigrés ont facilité aux Anglois la conquête des colonies françoises, mais la mortalité qui s'est mise dans leur armée de terre et de mer, la dureté mal-adroite de leur gouvernement, l'esprit de révolte et de liberté qui a armé les Noirs, leur ont déjà enlevé la Guadeloupe, Ste. Lucie et une partie de St. Domingue, et leurs propres colonies sont menacées.

Dans la Méditerranée, ils ont conquis l'île de Corse par le secours

de Paoli, et le roi d'Angleterre a eu la sagesse de ne pas encore charger sa tête de cette chétive couronne.

Ils sont entrés à Toulon à la faveur des partisans de la constitution de 1789. Mais bientôt la désunion dans les troupes trop peu nombreuses de quatre puissances différentes, la mésintelligence entre les amiraux anglois et espagnols pour la spoliation de ce célèbre port, la méfiance entre les coalisés et les habitants trompés dans leurs espérances,

et surtout le défaut d'un général habile, capable de donner de l'ensemble à cet amas de troupes étrangères les unes aux autres, qui ne pouvoient pas s'entendre et encore moins se concilier, les forcent à abandonner en brigands cette précieuse possession qu'ils n'avoient pas conquise. Le commandant de la place se fait prendre dans une sortie contre toutes les règles de la guerre. Les François attaquent la place en héros à qui rien ne peut résister: mais les bourreaux qui les suivent souillent leur victoire.

Le génie malheureux du ministre Pitt a enfanté cette guerre cruelle : c'est lui qui a présidé à toutes les opérations, c'est lui qui a forcé le duc de York après la prise de Valenciennes à se séparer du prince de Cobourg, pour aller se faire battre devant Dunkerque par le brave Hou-
chard qui périt sous la guillo-
tine.

La guerre de mer a eu pour les Anglois un moment brillant, la bataille du 1 juin : mais elle n'a été d'aucune utilité, comme toutes les

batailles navales modernes. Les François n'en ont pas moins infesté toutes les mers par un corsairage lucratif, qui ruine le commerce anglois. Le pavillon françois domine dans la mer du Nord, dans celle du Levant et même dans la Méditerranée, quoiqu'ils n'aient pas fait sortir un seul vaisseau armé de Toulon.

En Italie, le roi de Sardaigne et les Impériaux n'ont pas pu défendre les passages les plus insurmontables des Alpes, et les François établis à l'entrée du Piémont et dans la Ri-

vière de Gênes, prennent à revers le Piémont, et menacent le Milanès.

Du côté des Pyrénées, les François, après avoir reconquis la petite portion du Roussillon envahie par l'Espagnol, l'ont poursuivi dans son propre pays; la terreur qui les précède leur a ouvert déjà les portes d'une partie des principales villes du nord de ce royaume. Ce peuple séparé du reste de la coalition, et livré à sa propre foiblesse, a tout à

craindre de la continuation de la guerre.

Cet aperçu rapide des succès de la nation françoise depuis trois ans la couvre d'une gloire immortelle. Dans les détails il est quantité de circonstances honorables pour les vainqueurs de l'Europe. Le soldat a montré un courage à toute épreuve, soutenu d'une grande gayeté et d'une humanité que le farouche Robespierre n'a pas pu altérer. Le décret révoltant qu'il avoit arraché à la convention, par l'organe du vil Bar-

rère, qui ordonnoit de traiter sans quartier les prisonniers anglois et hanovriens, est resté sans exécution.

Des vainqueurs généreux ont respecté le sang des vaincus,

Plût-à-dieu qu'ils eussent exercé la même générosité envers leurs compatriotes égarés, qui ont été pris les armes à la main. Le décret contre les Anglois est d'un lâche, celui contre les émigrés est d'un tyran. Les François ont prouvé que le génie de la liberté, égaré par des tyrans sanguinaires, peut enlever aux

peuples les plus doux et les plus policés tous les sentimens de la nature.

Cette guerre a développé de grands talens que l'ancien régime eût laisser enfouis et éteints. Les Pichegru, Dugoumier, Jourdan et autres, se sont montrés en même temps grands généraux, bons soldats et citoyens modestes. Il est bien fâcheux que d'aussi grands talens, d'aussi grandes vertus, ayent été les instrumens du système spoliateur et désorganisateur des hommes de sang

et des oiseaux de proie qui déchiroient la France.

Ce système s'est développé dès la première conquête des Pays-bas en 1792. Des commissaires sont tombés, comme des vautours, dans ces malheureuses provinces. Malgré les proclamations les plus authentiques, ces nouveaux *frères en liberté* ont été traités comme des esclaves. Ces proconsuls, guidés par le financier Cambon, dont l'avidité fiscale égale l'ignorance en finances, ont épuisé ces provinces qui se je-

toient entre les bras des François;
ils ont aliéné les coeurs de ces peu-
ples, ils ont souillé la gloire des ar-
mes de leurs estimables compatrio-
tes, sans enrichir la France.

Considérations sur la Hollande.

La Hollande vient de se donner avec une volonté encore plus décidée que les Pays-bas. Voilà un nouvel appât pour l'avidité spoliatrice. Déjà ceux qui tiennent à ce système, aussi imprudent qu'injuste, ne veulent considérer la Hollande qu'en pays conquis. A la vérité il en a coûté du sang et des fatigues pour cette invasion. A la vérité

tous les dépôts en argent, marchandises, vaisseaux et munitions de toute espèce, laissés par les coalisés, qui se trouvent accumulés dans les sept provinces, appartiennent bien légitimement aux vainqueurs.

Mais le peuple hollandois n'a-t-il pas favorisé l'entrée des armées françoises? N'est-il pas de fait que si la province d'Utrecht n'avoit pas été au devant des François, les coalisés auroient pu défendre, pied à pied, d'abord cette province, et ensuite le reste de la Hollande jusqu'à Amster-

dam. N'est-il pas de fait que si les Hollandois, après avoir changé leur gouvernement, n'avoient pas envoyé l'ordre à leurs commandans militaires et à leurs troupes, de rendre toutes leurs places, il eût fallu faire autant de sièges que de pas pour la conquérir?

On ne peut donc pas envisager l'invasion de la Hollande comme une conquête. On n'ose même pas tout-à-fait proférer ce mot. La preuve qu'on ne regarde pas les Hollandois comme conquis, c'est qu'on

traite avec leur nouveau gouvernement sur les conditions d'une alliance entre les deux nations.

La position respective de ces deux peuples rend la conduite des François très-délicate. Ils n'établiront certainement pas de contributions. Ce mot, qui désigne un pays conquis, ne sera pas prononcé. Mais à titre de réquisitions on cherchera à en tirer tout ce qu'on pourra, et l'effet sera le même.

La situation de la Hollande est

affreuse. L'embargo est mis en Angleterre sur tous ses vaisseaux, sur ses marchandises, sur ses fonds. Ses riches colonies sont à la merci des Anglois. Si les Hollandois s'allient avec la France, tout est déclaré de bonne prise par l'Angleterre, qui trouvera dans la dépouille de cet ennemi faible et riche, le dédommagement de ses pertes, et de nouvelles ressources pour la continuation de la guerre.

Si les Hollandois ne concluent pas l'alliance avec la France, cette puissance les traitera en pays con-

quis, et les contributions achèveront de les ruiner. La Hollande doit nécessairement se décider entre ces deux extrêmes : car la France ni l'Angleterre ne lui laisseront pas la ressource de la neutralité, qui seule pourroit la sauver. L'intérêt de ces deux puissances s'y oppose, surtout celui de l'Angleterre.

Tout paroît beau dans le commencement d'une révolution. Les passions exaltées éteignent le raisonnement. Mais comme les maux de la Hollande se feront sentir à cette

nation dès ses premiers pas dans la dangereuse carrière qu'elle a à parcourir, comme dès l'abord elle se voit dépouillée par les amis et par les ennemis, elle reviendra bien vite de son premier enthousiasme, et les sensations douloureuses qu'elle éprouvera, feront naître pour elle de nouveaux dangers et de nouvelles calamités, si elle les manifeste. Tel est le sort des petites nations qui se trouvent mêlées dans une guerre entre de grandes puissances; leur ennemi profite de leur foiblesse, leur allié en abuse.

La Hollande n'est point une puissance territoriale, elle est entièrement factice. Industrie, commerce, existence physique même, rien ne vient du sol. Ce peuple n'existe que par l'argent. C'est à force d'argent que l'argent y vient. Ni l'égalité absolue, ni la démocratie sans restriction ne peuvent convenir à un peuple qui a besoin, pour exister, qu'il s'y trouve beaucoup de riches, pour nourrir beaucoup de pauvres en les faisant travailler.

Dans leur danger présent les

Hollandois n'ont qu'un parti à prendre, c'est de s'attacher fortement à leurs nouveaux alliés, 1^o. Pour pouvoir se donner promptement une constitution stable et moins morcelée que celle qui unissoit les sept provinces. 2^o. Pour pouvoir se donner une force navale imposante pour aller défendre leurs colonies contre l'Angleterre, et réparer par les armes les brèches de leur commerce, s'il est possible que les armes dédommagent de ses pertes un état mercantile, qui ne peut fleurir que par la paix. 3^o. Pour pouvoir se débarras-

ser de la surcharge de quatre-vingt mille *amis*, et se décharger du fardeau des réquisitions; si ces mêmes réquisitions ne sont pas trop exorbitantes, et si elles leur laissent de quoi faire face aux dépenses du gouvernement et de la guerre.

On a trop vanté depuis longtemps les avantages de la conquête de la Hollande, pour que les François ne s'égarent pas dans la conduite qu'ils doivent tenir avec les Hollandois. Ils se méprendront facilement sur leur véritable intérêt.

Accoutumés à voiturier à Paris les dépouilles de toute espèce des pays que parcourent leurs armées victorieuses, ils auront de la peine à se convaincre que le véritable profit qu'ils peuvent tirer de cette conquête, réside dans leur modération à en user.

Leur système spoliateur leur a fait déjà perdre tout le fruit de la conquête des Pays-bas. Ces provinces fertiles, qui dans les guerres précédentes suffisoient à l'entretien d'armées nombreuses, ont été si fort

épuisées par une administration tyrannique, que les armées françoises y meurent de faim, et sont obligées de continuer à tirer leur subsistance de l'intérieur de la France, elle-même épuisée, et qui manque de bras pour l'agriculture.

Il en est de même de toutes les conquêtes des François le long du Rhin depuis l'Alsace jusqu'à Wesel. Ces pays moins riches et moins fertiles que la Belgique sont tout aussi maltraités, et présentent encore moins de ressources pour la subsistance

des troupes nombreuses qu'exigent leur défense et la continuation de la guerre.

Si les François, trompés par leur avidité, prennent le parti de *cambo-*
niser la Hollande, ils auront bientôt épuisé ses ressources, quelque grandes qu'elles puissent être. Au bout de six mois il ne leur restera que des regrets. Cependant les Hollandois livrés au désespoir, fatigués de leurs hôtes avides et injustes, commenceront par des murmures et des plaintes. Les esprits s'aigriront en-

tre les deux nations, dont les caractères ne sont rien moins que sympathiques. Le feu couvera sous la cendre, jusqu'à ce que les hazards de la guerre fournissent aux opprimés une occasion d'éclater; et au moindre revers les Hollandois, dégoûtés d'une alliance oppressive, deviendront des ennemis d'autant plus irréconciliables, qu'ils auront mis plus de bonne foi, de confiance et d'ardeur dans le début de leur union.

Alors le parti de la maison d'Orange se relèvera facilement, et sera

grossi par le repentir et le désespoir. Quelque colère, soit de prévention soit de justice, que les Hollandois puissent avoir en ce moment contre cette illustre maison, il est impossible que dans leur misère ils ne se rappellent pas que c'est à une suite de héros de cette race qu'ils doivent leur liberté et leur splendeur. Les deux jeunes princes d'Orange ont déployé pendant cette guerre les vertus militaires de leurs ancêtres. S'il y a eu des fautes faites dans le gouvernement, ils en sont innocens. Les Hollandois opprimés verront en

eux des vengeurs, et la versatilité, in-
évitable dans les révolutions, les ra-
mènera vers ces deux jeunes guer-
riers, dont l'histoire a lié pour tou-
jours les noms à la liberté batave.

Ces jeunes princes ne peuvent
pas rester neutres dans la catastro-
phe de leur maison et du parti en-
core nombreux qui leur est attaché.
Ils seront, ou les vengeurs les plus
utiles, ou les ennemis les plus dan-
gereux de leur patrie. Si l'un des
deux se présente aux Indes assez ra-
pidement pour prévenir les mesures

des patriotes, ils peuvent réussir à démembrer ces précieuses colonies, et s'y cantonner jusqu'à ce que les Hollandois les rappellent. Les Anglois ne pouvant pas se charger de l'entretien de ces nombreuses colonies, aideront la maison d'Orange à les occuper jusqu'à ce que le sort des Bataves soit entièrement décidé.

Voilà les dangers réels que la révolution de la Hollande doit nécessairement entraîner. Quelle sera leur existence politique en Europe, pen-

dant que leurs colonies seront ou démembrées ou ravagées?

Si les François gardent le pays de Liège et l'incorporent à la république, ils ne peuvent assurer ce département qu'en y joignant Maestricht, qui est son unique point de défense.

Si la Belgique est incorporée, ils ne peuvent s'en assurer la possession qu'en y joignant, 1°. Venloo, pour couvrir la Gueldre autrichienne. 2°. Toutes les places de la rive gau-

che de la Meuse, depuis Venloo jusqu'à Willielmstadt, pour assurer la navigation libre de cette rivière, et pour couvrir la Campine et Anvers. 3°. Enfin toute la Flandre hollandaise, pour couvrir la Flandre autrichienne et la Flandre maritime françoise.

Dans ce cas, l'Escaut sera nécessairement débouché; le commerce reprendra la route d'Anvers; Amsterdam, Rotterdam, la Zélande seront ruinées, et ces provinces, jadis si brillantes par les efforts de l'art,

n'ayant plus les richesses qui leur étoient nécessaires pour assurer leur existence factice, redeviendront des marais que la mer regagnera sur l'industrie humaine qui les lui avoit arrachés.

Les François ne peuvent pas être indifférens au sort de la Hollande. Ils ne peuvent pas se dissimuler les devoirs qu'impose à un peuple qui parle continuellement de ses vertus, l'alliance contractée avec une république plus foible, dont ils auroient à se reprocher la ruine to-

totale et peut - être l'anéantissement.

Mais comme cette considération pourroit paroître foible à des vainqueurs enivrés de leurs succès, ils doivent au moins se représenter leur véritable intérêt, qui est

1°. Que la Hollande reste une puissance maritime du second ordre, parce que sa situation qui enveloppe toute la partie orientale de l'Angleterre, est toujours un frein et un danger pour cette puissance rivale,

et qu'en conservant cette balance, ils assurent le repos de l'Europe et le bonheur de la France.

2°. Que la Hollande conserve ses colonies dans les deux Indes, pour pouvoir alimenter sa marine, son commerce et son industrie, sans lesquelles elle ne peut pas exister, même physiquement.

3°. Qu'elle se donne un gouvernement solide qui ne contrarie pas ses moyens d'existence. Car la même constitution ne peut pas conve-

nir à tous les peuples. Chaque nation a ses convenances tirées, ou de sa modification topographique, ou de son caractère moral, ou de ses moyens d'existence, auxquelles il faut nécessairement adapter une constitution qui leur soit propre, sans quoi son contract social ne peut pas se soutenir, et devient nécessairement le principe de son anéantissement. La Pologne présente un exemple frappant de cette vérité.

Pour parvenir à ces trois points, presque aussi utiles pour la France

qu'ils sont nécessaires à la Hollande, ils faut que les François usent des ménagemens les plus généreux envers leurs nouveaux alliés. Il faut

1°. Qu'ils se pressent d'évacuer la Hollande, pour ne pas l'épuiser, pour ne pas mécontenter leurs hôtes, auxquels, passé le premier moment d'union, ils ne peuvent que devenir à charge, et qu'ils n'y laissent que le nombre de troupes que l'assemblée nationale batave jugera absolument nécessaire pour assurer la confection de sa constitution.

2°. Qu'ils se contentent des immenses magasins que les alliés ont laissés derrière eux en évacuant la Hollande, et qu'ils n'épuisent pas cette nation par des réquisitions exorbitantes, qui lui ôteroient les moyens de montrer son gouvernement, et d'entretenir sa marine, son armée, ses places et ses digues.

3°. Qu'ils ne gênent point la liberté de leurs alliés dans le choix d'une constitution, qu'ils ne cherchent point à les influencer, encore moins à les maîtriser: que les Hol-

landois ne reçoivent de leur part ni conseils, ni critiques ni ordres: qu'on ne choque avec eux ni la liberté ni l'amour-propre national.

4°. Qu'ils sacrifient à quelques égards les intérêts topographiques de la Belgique et du pays de Liège, en ne s'emparant d'aucune place de la Meuse ou de la Flandre hollandoise, en cas qu'ils incorporent les Pays-bas dans l'empire françois. Cette usurpation laisseroit des traces profondes de haine et de vengeance dans l'ame de cette nation trompée

et offensée. La sureté de la France de ce côté réside bien plus dans la confiance intime des Hollandois, que dans la possession de quelques places dont ils les auroient dépouillés injustement. Le même motif doit empêcher l'ouverture de l'Escaut, à laquelle on peut substituer des canaux de communication entre les points principaux de la Westfandre avec Dunkerque et le département du Nord.

Cette dissertation sur la Hollande et sur la conduite à tenir par les

François eût été très-déplacée sous le *vandalisme* de Robespierre. Alors on ne pensoit qu'à tout détruire, pour assurer la tyrannie la plus absurde. Alors on dépeuploit la France pour mieux l'asservir ; à plus forte raison ne devoit-on pas ménager des peuples voisins.. On faisoit la guerre en barbares et en brigands ; on proscrivoit des nations entières.

Tout est changé depuis. La convention montre de l'humanité, de la modération et de grandes vues politiques. On peut risquer avec elle

des raisonnemens, sans craindre
qu'elle crie à la trahison.

Le temps est arrivé où les crimes
doivent être effacés, où la violence
et l'anarchie doivent être remplacées
par l'humanité et la justice, où les
vertus politiques de la nation fran-
çoise doivent autant surpasser sa
gloire militaire, que les avantages
solides de la paix sont préférables aux
succès brillants de la guerre.

Sur les conquêtes.

Ces réflexions sur la Hollande amènent une question très-intéressante et très-délicate. *Est-il avantageux à la France de garder ses conquêtes?*

Au premier aperçu on saisira en faveur de l'affirmative le grand argument que les Jacobins ont mis en avant pour perpétuer les troubles intérieurs et la guerre extérieure. On dira

« Que le Rhin et la Meuse sont
» les bornes naturelles de l'Hercule
» françois : que ce seroit trahir
» les intérêts d'un peuple victorieux,
» que de rendre inutiles et tout le
» sang qu'il a versé, et tout l'argent
» qu'il a dépensé, et toutes ses souffrances,
» et toutes ses privations, en
» le dépouillant de ses conquêtes et
» le restreignant modestement à ses
» anciennes limites. »

Cet argument, quoiqu'aussi peu solide que contraire à la justice, est si généralement appuyé par tous les

écrivains et les orateurs françois, que si un des représentans de la nation osoit exprimer dans la tribune une opinion contraire, il courroit risque d'être regardé comme traître à la patrie.

Au reste, les François ont le temps de mûrir leur opinion, et de se faire des principes certains à cet égard, car la décision de cette question ne peut avoir lieu qu'à la paix, dont elle sera à la fois le principe, le moyen et le résultat.

D'après les principes de la constitution françoise, d'après la déclaration des droits de l'homme qui en fait la base, il semble qu'on doit consulter le voeu libre des peuples, avant de les incorporer dans la grande famille. Ce n'est pas pendant que les François occupent leur territoire qu'ils peuvent former et énoncer ce voeu nécessaire. Chaque peuple peut vouloir la liberté d'une manière différente, selon son différent caractère ou ses différens intérêts locaux.

Chaque peuple a le droit, ou d'exercer lui-même sa souveraineté démocratiquement, ou de la déléguer à un petit nombre d'hommes par une constitution aristocratique, ou de la déléguer à un seul monarchiquement. Ce droit est imprescriptible. La nation françoise terniroit toute sa gloire militaire par la tyrannie la plus impolitique et peut-être la plus dangereuse pour elle-même, si elle ne laissoit pas exercer ce droit aux différens états qu'elle a été forcée de conquérir pour sa propre défense.

Le pays de Liège a toujours paru avoir plus de rapport que tout autre avec la constitution françoise par le génie de son peuple; mais sa position topographique, son enclavement dans la Belgique, paroît être un obstacle à son incorporation, à moins que la Belgique elle-même ne se décide à se réunir à la république françoise. Si cette réunion n'a pas lieu, il est peut-être de l'intérêt du pays de Liège de former une république à part, confédérée avec la république françoise. C'est aux Liégeois à peser mûrement

leurs intérêts, et à décider eux-mêmes leur sort.

Quant à la Belgique, les François ont l'expérience du sentiment de la pluralité de ses habitans, d'après ce qui s'est passé après l'évacuation de 1793. Tous les partis également mécontents du système spoliateur se sont réunis de bonne foi au gouvernement, qui n'a pas su profiter de cette disposition. Il n'a tenu qu'à lui d'engager les Belges dans une guerre personnelle contre les François. Il est inutile d'entrer dans le

détail des fautes du ministère autrichien. Il n'a pas assez engagé les Belges pour les intéresser à la défense de leur patrie, mais il les a assez compromis pour les faire traiter comme pays conquis.

Dans toutes les provinces, dans toutes les villes de la Belgique, des hommes turbulens, des brigands révolutionnaires, craignent que les François ne l'évacuent une seconde fois, et ne les abandonnent au juste ressentiment de leurs compatriotes dont ils ont partagé les dépouilles.

Ces hommes de sang prêchent violemment l'incorporation. Mais ce n'est point - là la nation belge. Le plus grand nombre des Belges est prévenu contre la révolution françoise. Leurs opinions sur la liberté, sur les opinions religieuses, sur les mœurs sont entièrement opposées. Toutes les demandes de réunion des villes sont l'oeuvre du petit nombre opprimant la majorité. Pour juger les dispositions véritables des Belges, il faudroit que l'armée françoise s'éloignât d'eux, et leur laissât émettre un voeu libre.

On ne peut pas regarder comme un vœu libre la demande qu'au mois de février quelques provinces de la Belgique ont fait passer par les commissaires pour être incorporées. C'est le cri du désespoir et de la faim. Ces malheureux se voient dépouillés de tout, ils languissent sous tous les genres d'oppression, ils sont sans loi et sans gouvernement. Ils désirent voir changer leur sort. Voilà leur vocation pour devenir François.

On peut réunir quand on vou-

dra, la Belgique à la France ; mais on aliénera les coeurs, et il faudra toujours traiter ce pays militairement et avec sévérité, ce qui ne convient pas au système fraternel qu'on veut établir dans toutes les parties de l'empire françois. A la vérité, à la longue les deux peuples peuvent s'entendre et s'amalgamer, parlant le même idiôme.

Il n'en est pas de même des peuples de la Gueldre, des duchés de Clèves et de Juliers, d'Aix-la-chapelle, de Cologne, de Trèves et des

différentes petites souverainetés tout le long de la rive gauche du Rhin, depuis l'Alsace jusqu'à Wésel. Chacun de ces petits états a des nuances diverses dans son caractère; mais un point d'identité les réunit entr'eux, et les éloigne de l'incorporation à la France. Ils sont Allemands, ils sont liés entr'eux par leur langue, leurs mœurs, leurs opinions, qui n'ont aucune analogie avec la nation française. Ils sont unis au reste de leur nation d'au de-là du Rhin par la grande association germanique.

Les François peuvent juger d'après les difficultés qu'ils ont trouvées pour répandre leurs principes révolutionnaires en Alsace, province incorporée à la France depuis plus de cent ans, combien il leur seroit difficile de planter leurs principes dans des états qui n'ont pas besoin d'une liberté aussi étendue pour être heureux, qui regardent peut-être l'état actuel de la France comme une dégradation de l'ordre social, et qui n'ont rien à gagner à ce changement de domination, parce que leur incorporation ne les rendra pas François;

Que, même involontairement, le gouvernement françois les traitera comme un pays suspect, et les accablera de garnisons et d'impôts, comme des peuples vaincus, ce qui produira un état de guerre sourde et continuelle entre la licence et l'oppression, d'où naîtront des conjurations dangereuses ;

Que cet esprit d'inquiétude et de mécontentement aura plus de facilité à se répandre dans l'Alsace, la Lorraine et les Evêchés ; qu'ainsi, au lieu d'assurer la tranquillité de l'em-

pire françois par cette extension de territoire, on risque de lui faire perdre ou des provinces, ou des places qui font sa sureté, on force son gouvernement à devenir soupçonneux et tyrannique, et on se donne des sujets au lieu de se donner des frères.

Une nation qui aspire à la vertu, doit commencer par se donner la première de toutes les vertus, qui est la sagesse. L'enthousiasme peut être nécessaire pour la fondation ou la régénération d'un empire. Il pro-

duit les héros. Mais lorsque le danger intérieur est passé pour perfectionner l'ouvrage, il faut surtout de la raison. Dans les grandes occasions elle produit le même effet que l'enthousiasme, et elle est bien plus avantageuse au repos et au bonheur de l'état.

La raison est héroïque dans les âmes fortes. Si les âmes sont faibles, l'enthousiasme produit le fanatisme, qui, de quelque espèce qu'il soit, est violent et tyrannique. Il traîne après lui le meurtre, le pillage

et l'intolérance civile et religieuse, et par conséquent l'état de guerre entre les citoyens, tous les excès, tous les crimes et toutes les calamités.

Une telle nation doit pareillement se méfier de l'orgueil national, qui la rend dévastatrice et conquérante. Le François est naturellement humain et généreux. Une société perfide, des tyrans hideux ont altéré son caractère. S'il rentroit en lui-même, s'il se désennivroit de sa gloire, il verroit avec horreur que

ses armes conquérantes n'ont semé dans tous les pays qu'elles occupent, que les larmes du désespoir et les angoissés de la misère.

Une telle nation enfin doit craindre de soumettre plus de pays qu'elle n'en peut gouverner. Si elle parvient à se donner avec la liberté une existence heureuse, elle ne doit pas vouloir dominer sur des frontières esclaves. Cet amalgame de deux principes opposés seroit trop dangereux pour sa liberté. Plus son territoire sera étendu, plus il lui faudra

de dépenses et de troupes pour le
conserver, et jamais la recette ne
sera égale à la dépense, quelque ty-
rannique que puisse être le joug fis-
cal qu'on imposera à des peuples
qu'on ne retiendra que par la force.

*Quand et à qui la France
doit-elle rendre ses con-
quêtes?*

Si la nation françoise, écoutant
la voix de la justice et de la pru-
dence, jugeant son territoire assez
étendu, bien convaincue du danger
de lui donner une plus grande cir-
conférence, calculant les difficultés
d'incorporer des peuples qui ne se-
ront jamais François, et qui ne fe-
roient qu'inquiéter son gouverne-

ment et troubler sa tranquillité, prend le parti sage et juste d'abandonner ses vastes conquêtes, et de se resserrer dans ses anciennes limites; quand et à qui rendra-t-elle les provinces qu'occupent ses armées?

L'époque de cet acte sublime de justice et de prudence doit être celui de la cessation des hostilités. On doit convenir entre les plénipotentiaires des nations belligérantes, qu'à une époque fixe les armées françoises évacueront tous les pays

conquis , et se retireront dans leurs limites : que les puissances coalisées ne pourront pas, sous prétexte de souveraineté, faire rentrer des administrateurs ni des troupes dans les provinces évacuées , avant le terme d'un mois, pour donner aux peuples le temps d'émettre leur vœu sur la forme de gouvernement qu'ils voudront adopter, ou sur les conditions qu'ils voudront faire avec leurs anciens souverains , pour assurer leur bonheur et leur confiance mutuelle.

D'après les principes qui fondent

H

la constitution françoise et qui doivent animer cette nation, elle ne peut rendre les peuples qu'à eux-mêmes. Après les avoir ruinés, elle doit au moins leur laisser leur libre arbitre sur le choix de leur gouvernement. Cet avantage dont leurs malheurs les empêcheront d'abuser, est le seul fruit qu'ils puissent tirer du voisinage et de l'inondation de la terrible révolution françoise.

Les princes qui ont été déposés par les François, ne peuvent pas trouver cette condition trop

dure ni déraisonnable. S'ils sont aimés des peuples qu'ils ont gouvernés avant leur conquête, ils seront rappelés avec enthousiasme et sans condition. Si les ministres chargés de gouverner sous eux ont rendu les peuples malheureux, alors, pour rentrer dans leur possession, il sera passé entr'eux et leur peuple un nouveau contract social, qui assurera le sort de l'un et de l'autre, et qui éteindra toutes les sources de discorde et d'insurrection que la mauvaise administration d'un côté, l'inquiétude de l'esprit

novateur de l'autre, ont répandues dans presque toute l'Europe.

Les François doivent avoir la sagesse d'abandonner ces peuples à leur génie, à leurs principes, à leurs opinions pour le choix de leur gouvernement, sans chercher à les influencer. Guéris eux-mêmes de la Propagande jacobine qui a couvert de sang et de deuil leur malheureuse patrie, leur intérêt est que cette dangereuse secte ne prenne pas racine sur les frontières, pour les agiter encore, et renouveler ses ca-

lamités par ses fureurs et ses vengeances.

Les princes dépossédés de leurs états doivent, de leur côté, désirer que leur rentrée soit cimentée par un nouveau pacte et par l'assentiment des peuples. Il seroit à souhaiter que tous les souverains gouvernassent continuellement comme s'ils avoient été élus, et comme si, en cas de mauvaise administration, l'exercice de la souveraineté pouvoit être transféré en d'autres mains. De tout temps les rois ont été faits pour les peu-

ples et par eux; c'est-là leur titre le plus glorieux et le plus sacré. C'est celui qui leur est conféré à leur avènement au trône avec des cérémonies religieuses, et sous le sceau d'un serment mutuel.

Quiconque dit le contraire aux souverains, les égare. La monarchie du Dannemarc donne pendant cette terrible époque un exemple bien respectable et bien consolant pour l'humanité et la philosophie, de l'application de ces grands principes.

Un ministre sage et éclairé *) ne montre aux peuples ce souverain que constamment et uniquement occupé du bonheur de sa nation, et lui fait recueillir les fruits de la confiance et de l'amour des heureux Danois.

*) Le comte de Bernstorff.

*Impossibilité de faire la
paix en conservant les
conquêtes.*

Si la France ne prend pas le parti sage, prudent et juste de rendre ses conquêtes, avec la modification convenable à une nation vraiment libre, conséquente dans ses principes, qui après avoir combattu si glorieusement pour les droits naturels de l'homme, ne doit pas les rabaisser en traitant les peuples comme des

troupeaux, en les vendant, les troquant, ou les livrant malgré eux : elle se manquera à elle-même par la plus dangereuse avidité, elle se préparera tous les crimes, la corruption, les inquiétudes, les calamités des conquérans. Elle ne peut travailler ni à l'établissement d'une constitution raisonnable, ni à la cessation de ses troubles, de ses désordres, de son anarchie, de sa disette, et elle s'expose à tous les malheurs d'une guerre interminable, qui, quels que soient ses succès, doit amener pour conclusion sa ruine totale.

On fait sonner bien haut la paix que le comité du bien public vient de conclure avec le grand duc de Toscane. La petitesse de cet événement rend puériles toutes les conséquences qu'on paroît vouloir en tirer. Il ne diminue pas d'un grain le contre-poids dans la balance politique de l'Europe. C'est ainsi qu'on égare les peuples, et qu'on leur fait supporter des maux réels en les repaisant d'illusions.

Mais le François a trop le sentiment de ses propres souffrances,

pour se laisser endormir plus longtemps par de pareilles charlataneries. Il sait bien que la séparation de la Toscane ne peut pas entraîner la rupture de la coalition. Il sait bien qu'aucune des grandes puissances ne peut consentir à abandonner trois électeurs et plus de vingt princes dépossédés par la conquête; que l'Empire germanique, malgré son existence précaire et désunie, ne peut pas consentir à ce démembrement qui l'anéantiroit, briserait tous les liens de son association politique, et livrerait ce qui reste encore de cette

association à l'*absolutisme* des deux grandes puissances qui l'ont toujours effrayé pour sa liberté.

Jusqu'à présent les Allemands ont supporté la guerre, mais ils ne l'ont pas encore faite. Ils ont combattu sans intérêt personnel pour des intérêts étrangers ; la plupart même blâmoient le motif de cet armement, et faisoient secrètement plutôt des vœux pour la France que pour les souverains qui l'attaquoient. Mais dès qu'ils seront bien convaincus que les François ne combattent plus pour

leur liberté, mais pour spolier et
 pour conquérir, alors cette guerre
 changera de nature, elle deviendra
 de peuple à peuple, et elle ne peut
 être que longue et terrible.

*Dangers de la continuation
de la guerre.*

Toute guerre, quelque glorieuse qu'elle soit, voit arriver une époque de lassitude, où les avantages de la victoire ne compensent plus les dangers et les pertes d'une lutte trop prolongée. Les François savent tous, qu'au moment où toute l'Europe, avouant leur supériorité militaire, leur demande la paix, leur liberté ne court plus d'autres risques que

ceux qui peuvent naître des vices
des hommes qui sont à la tête de
leur gouvernement.

Si jamais ils peuvent soupçonner
que leurs représentans refusent tous
les biens de la paix dont la France
a le plus grand besoin, uniquement
parce que divisés en deux ou trois
factions, ils craignent que la nation,
débarrassée de ses inquiétudes exté-
rieures, ne tourne toute son atten-
tion sur eux, ne leur fasse rendre
des comptes sévères, et peut-être ne
les punisse; certainement la nation

ne voudra plus supporter la dépopulation et la famine, uniquement pour l'avantage de la convention nationale.

On peut, sans craindre d'affoiblir le courage héroïque des François, leur présenter le tableau des maux qu'ils souffrent, et de ceux dont les menace la continuation de la guerre. Pendant que la gloire sanglante moissonne ses plus braves guerriers, la mauvaise administration dépeuple tous les départemens, les champs sont incultes, les villes sont désertes.

tes, les manufactures sont sans bras, la famine et la misère sont extrêmes, la tyrannie des Jacobins a achevé de dévaster ce que la guerre extérieure n'avoit pu atteindre.

Le crédit est entièrement éteint. Les vivres et toutes les denrées de première nécessité sont d'une cherté excessive. L'émission des assignats se multiplie dans une progression effrayante. Chaque mois il est entré en circulation pour trois-cent mil- lions de valeur. Chaque mois la dé-

M. 3,000

pense excède la recette de deux à trois-cents millions. Le comité des finances ne présente, pour rassurer la confiance publique et celle des malheureux propriétaires, que de perfides exagérations sur la valeur des biens qui fondent l'hypothèque de ce papier monnaie. L'insensé Cam-
bon n'offre pour diminuer la masse énorme de cette monnaie fictive que la ressource aussi immorale qu'absurde d'une loterie, qui rappelle le système de Law, et qui n'est pas aussi adroitement présentée.

Que devient tout le numéraire qu'on vole d'une manière aussi déshonorante à l'étranger? Il retourne sans doute à l'étranger par d'autres voies, puisqu'on n'en voit point circuler dans la France; ou bien il est enfoui jusqu'à ce que la banqueroute se fasse.

Est-ce pendant la guerre qu'on peut penser à réparer les maux de la France, qu'on peut établir un système de finances qui remette en vigueur le crédit, le commerce, les manufactures, l'agriculture, qui fasse

cesser la misère publique , et prévenir la banqueroute générale? Croit-on que d'ajouter des conquêtes dévastées à des provinces épuisées puisse garantir de la ruine totale? Les réquisitions ont dépouillé de toutes leurs denrées les provinces soumises aux armes françoises, et malgré cette importation la France meurt de faim. Mais en dépouillant ces provinces avec autant d'imprudence que d'inhumanité, a-t-on pensé aux moyens de nourrir leurs habitans?

Cet effrayant tableau du mauvais état des finances et des subsistances de la France n'est rien encore auprès de celui de sa dépopulation. A la fin de décembre, d'après un rapport présenté à la convention, la guerre a coûté dans les armées françoises six - cent cinquante mille hommes. Si on ajoute à ce nombre, qui est d'un tiers au dessous de la réalité, ce qu'il en a coûté par l'émigration, la guillotine, la misère et la guerre civile, on apercevra avec horreur que cet état d'anarchie de la France lui a enlevé douze cent mille

hommes, sans compter les vieillards, les femmes et les enfans.

Admettons la population de cet empire à vingt-quatre ou vingt-cinq millions d'individus, dont douze millions de mâles; défalquant de cette masse les vieillards et les enfans, il reste à-peu-près sept à huit millions d'hommes en état de porter les armes, qui en trois ans ont supporté cette perte énorme, dont un sixième doit encore courir les mêmes dangers. Que restoit-t-il pour l'agriculture, le commerce et la ma-

rine, et combien de temps la population françoise peut-elle supporter une aussi effrayante consommation?

Est-ce avec des étrangers qu'on veut repeupler les campagnes de la France et ses manufactures, et recruter ses armées? C'est ainsi que les Romains se sont dénaturés, et se sont perdus. Il est temps de penser à conserver la nation françoise, de la réunir sous un gouvernement doux, de l'épurer de tous les aventuriers étrangers qui ont grossi le torrent bourbeux de la révolution,

ou plutôt des Jacobins dont ils étoient les satellites les plus utiles et les plus actifs.

On vient de voir les pertes qu'entraînera la continuation de la guerre, en la supposant la plus heureuse possible. La conquête ou l'invasion de la Hollande peut devenir la source de bien des maux, par l'abus qu'on fera vraisemblablement de la confiance des Bataves.

Cette conquête rend nécessairement à l'Angleterre plus d'énergie

qu'elle ne lui ajoute de dangers. La marine angloise va être portée à une force formidable, et il est à présumer que tout projet de descente dans cette île sera vain.

La marine hollandoise ne pourroit ajouter un grand surcroît de force à celle des François, que dans le cas où ceux-ci, usant très-moderément de leur victoire, laisseroient à leurs nouveaux alliés les fonds et les matériaux nécessaires pour la monter. En ce cas même l'intérêt des deux alliés seroit d'aller

défendre les colonies hollandoises de l'Inde, et d'y attaquer le vaste empire des Anglois, plutôt que d'aller risquer d'échouer contre les côtes d'Angleterre.

Les Anglois, se restreignant à la guerre de mer et à la défense de leur île, avertis de la descente dont on les menace continuellement, vont déployer toutes leurs ressources, augmentées de celles des Hollandois, qu'ils seront fort aises d'avoir pour ennemis. La descente en Angleterre seroit praticable; on pourroit même

s'en promettre les plus grands succès, si l'Allemagne se détachoit de la coalition, et débarrassoit la France d'une guerre de terre trop étendue, et que les succès étendent encore davantage.

Si la révolution de la Pologne avoit été plus heureuse, si Kosziusko avoit eu tout le succès que méritoient son grand courage et la bonté de sa cause, il en seroit nécessairement résulté, ou une paix particulière avec le roi de Prusse, ou une diversion très-utile, qui au-

roit entraîné d'autres puissances que la catastrophe des malheureux Polonois fera rester neutres.

Le roi de Prusse tient trop à sa gloire et à la constitution de l'Empire, dont il est un des principaux membres, pour pouvoir faire une paix partielle. Le sort de la maison d'Orange est un nouveau motif pour lui de rompre toute négociation. D'ailleurs, il est personnellement spolié et attaqué dans son duché de Clèves et dans l'Ostfrise. Il paroît qu'il se charge de couvrir le cercle

de Westphalie. Quand il y aura rassemblé des forces nombreuses, il ne pourra pas laisser les François établis entre le Rhin et l'Ems, et il cherchera à les repousser d'abord de l'autre côté du Rhin, menaçant d'un côté la Hollande, de l'autre la Gueldre et les Pays-bas. Ainsi les François seront obligés d'entretenir une forte armée sur le Bas-Rhin, et d'y faire une guerre très-vive.

Plus la victoire couronnera leur audace, plus leur consommation en hommes sera grande, ainsi qu'en

denrées, munitions et argent, surtout si poursuivant leurs ennemis, ils s'enfoncent dans les landes de la Westphalie et de l'électorat d'Hanovre, qui ont été le tombeau de cent mille François dans la guerre de 1757.

Vraisemblablement les François ouvriront la campagne par les deux sièges de Luxembourg et de Maïence. Vraisemblablement le secours et la défense de ces deux places seront le but des efforts des Impériaux. Ces deux sièges, même en réussissant,

devront coûter beaucoup à la France. Les Impériaux ne parviendront peut-être pas à ravitailler Luxembourg; mais Maïence sera défendu par des armées, et les François ne peuvent réussir à le prendre, qu'en l'attaquant par les deux rives du Rhin à la fois.

C'est là que les deux nations doivent se battre à outrance, non plus pour les intérêts des rois et des princes, mais pour leur propre existence, surtout la nation allemande. Si les François ont le malheur d'être

repoussés, leur retraite sera très-dangereuse, et ils seront chassés rapidement des pays dévastés et mécontents qu'ils occupent à présent.

S'ils réussissent à prendre ces deux places, ils n'auront occupé que deux points de plus, et comme les Allemands se trouveront de l'autre côté du fleuve, ils ne pourront dégarnir aucune des parties de cette longue défensive, qui leur occupera plus de cent mille hommes, que la misère du pays laissera toujours à la charge de l'intérieur de la France.

L'épuisement, la misère, le dégoût, la nudité diminueront ces armées qu'il faudra toujours recruter de l'intérieur, et la conservation de ces conquêtes précaires achèvera de ruiner et dépeupler la France, bien loin de terminer ses calamités.

Du côté de l'Italie, plus on avancera, plus il faudra augmenter les armées. Le dernier rapport fait en décembre 1794 à la convention, prouve que la mortalité a détruit celle qui a agi tout près des frontières. Tout ce qu'on use d'hommes,

d'argent et de subsistances de ce côté, est en pure perte; car certainement les François ne peuvent pas avoir l'intention de conquérir l'Italie, bien certains de ne pouvoir pas la garder.

D'ailleurs, tant que les flottes combinées auront dans la Méditerranée la supériorité sur la marine françoise, les succès seront bien incertains en Italie, et le gouvernement françois doit bien plutôt craindre, que tandis que ses armées seront enfoncées en Italie dont le climat

les détruira, on ne tombe sur leurs côtes méridionales dénuées de défenseurs, et peut-être agitées par les factions qui les déchirent.

Il seroit bien plus sage au gouvernement françois, s'il ne veut ou ne peut pas neutraliser toute l'Italie, ce à quoi il devroit tendre, de se borner de ce côté à une défensive exacte, qui ne dépassât pas ses frontières, pour au moins diminuer une des sources de son épuisement et de la consommation de ses braves soldats, dont il prodigue le sang avec

une indifférence dont la nation pourroit un jour lui faire rendre le compte le plus sévère.

Tout ce qu'on vient de dire sur la guerre d'Italie, s'applique avec autant de justesse à la guerre d'Espagne. Quand même les François s'empareroient de la Biscaye, de la Navarre, de l'Arragon et de la Catalogne, on ne peut pas croire qu'ils soyent assez dépourvus de raison, assez ennemis d'eux-mêmes, assez égarés dans leurs principes constitutionnels, pour avoir la prétention de

garder ces conquêtes. Il faut cependant prendre beaucoup de places et donner beaucoup de combats pour réussir. Que de gloire inutile et même nuisible ! Que de sang versé mal-à-propos !

Tels sont les dangers de la France triomphante. Si au contraire le terme fatal de ses victoires est arrivé, si des défaites, des maladies, l'épuisement détruisent ses armées, et les ramènent sur ses frontières où règnent la famine et la discorde, qu'aura à répondre la convention

nationale à ces braves soldats, dé-
goûtés de ces guerres extérieures in-
utiles , furieux d'avoir été sacrifiés
mal-à-propos, lorsqu'ils lui diront :

» On vous a offert la paix ; vous
» avez été les maîtres des conditions.
» La liberté françoise étoit assurée ;
» elle alloit être reconnue de toute
» l'Europe. Vous avez compromis la
» gloire de nos triomphes passés :
» vous avez épuisé notre patrie. Au
» lieu d'y retrouver l'abondance et
» le repos , nous la voyons inculte,
» ruinée et dans les larmes du déses-

» poir. Votre insatiable avarice, con-
» traire à nos principes constitution-
» nels, nous a rendus les instrumens
» d'un système inique de conquête
» et de déprédation, qui nous fait
» détester des peuples qui nous envi-
» ronnent. Vous nous avez sacrifiés
» à votre intérêt particulier, parce
» que la crainte que vous avez eue
» d'une faction féroce, vous a fait
» condescendre à partager ses crimes
» et ses violences. Vous avez abusé
» de la confiance d'une nation dont
» vous avez fait le malheur, lorsque
» tout concouroit à la rendre la

» nation la plus heureuse de la
» terre. »

Il est à croire que la convention nationale, délivrée du joug de ses vils tyrans, ne s'exposera pas à de pareils reproches, qui seroient d'autant plus terribles qu'ils devien-
droient le cri universel de la nation. Elle doit sentir que sa force dépend de l'opinion que la nation aura de sa conduite. Elle doit à l'avenir montrer beaucoup de force au dedans, et beaucoup de modération au dehors.

Elle tient dans sa main la paix ou la guerre. D'un mot, elle peut faire cesser les calamités de la France et les maux de toute l'Europe. Elle n'a qu'à annoncer qu'elle ne veut rien au de-là de ses anciennes limites; les armes tomberont des mains de toutes les puissances réunies contre elle.

Si après cette déclaration quelque puissance, ce qui n'est pas probable, aveuglée par l'orgueil, la force à continuer la guerre, alors ce ne sera plus une guerre de peuple à peuple;

la nation françoise conservera dans l'opinion générale ses premiers avantages, et convaincue de la sagesse et de la modération de ses représentans, ainsi que de la justice de sa cause, non seulement elle ne murmurera point contre cette nécessité, mais elle reprendra une nouvelle vigueur, et fera de bon coeur de nouveaux sacrifices pour sa gloire militaire et sa dignité nationale.

De la convention nationale.

La convention nationale doit désirer la paix, pour pouvoir détourner de dessus la France toutes les calamités et tous les dangers de la continuation de la guerre, mais surtout pour éteindre toutes les factions qui déshonorent la révolution françoise, pour asseoir les bases de la constitution, et surtout pour former un gouvernement. Il est plus temps que jamais de s'occuper efficacement de ces trois grands objets.

Jusqu'à présent il n'y a jamais eu dans cette assemblée un vrai parti de l'opposition. Elle a toujours été tyrannisée tour-à-tour par des factions qui la dominoient sans éprouver de résistance. La plus odieuse a été celle de Robespierre. Ses continuateurs, nommés les *Crétois*, sont peu nombreux, mais la convention, malgré l'appui de l'opinion publique bien prononcée, n'ose pas prendre un parti sévère à leur égard, et cette timidité déplacée la jette dans quantité de fausses démarches, qui la rendent incapable

de considérer l'avenir, et de travailler en grand.

Au seul mot de royauté ou de roi, tout le monde frémit et murmure. Au seul mot de république, tout le monde se lève en masse, et fait des *brouhahas* et des sermens, non comme des chefs de peuple, mais comme des conjurés. Chaque jour l'esprit de la convention dépend de celui des gens qui emplissent les tribunes, qui sifflent ou caressent les membres qui parlent selon leur sens. C'est ce qui produit tous ces décrets

contradictaires ; qui deviennent la dérision des gouvernés et la honte des gouvernans.

Le peuple françois a délégué l'exercice de la souveraineté à des représentans, et ceux-ci, comme des acteurs sur un théâtre, sont exposés aux applaudissemens ou au blâme de trois ou quatre mille spectateurs, hommes et femmes, qui forment une autre représentation, gagée par des intrigans pour influencer leurs opinions. Voilà ce qu'on appelle la liberté. Quand est-ce que ce peuple-

roi, las de se tourmenter lui-même, reconnoîtra que le pire de tous les despotismes est celui de la multitude ?

Si le peuple veut exercer la souveraineté en masse, il ne doit pas se nommer des représentans inutiles. S'il croit avoir besoin de représentans, il doit leur attribuer tous ses droits. Nul état ne peut subsister sans une subordination graduée et rigoureuse. Elle manque en France dans la partie la plus essentielle. Tant que ce vice subsistera, il est impos-

sible d'établir un gouvernement, et tant que le gouvernement ne sera pas établi sur une base solide, la liberté est en danger.

La convention nationale ayant abattu la puissance rivale des Jacobins, doit se hâter de se donner de la dignité : la nation ne peut ni ne veut pas la lui refuser. Elle doit chasser de son sein les membres qui la déshonorent par leurs excès et par les scènes dégoûtantes qu'ils donnent au public ; elle doit imposer le silence le plus absolu aux tribu-

nes ; elle doit se donner les marques extérieures convenables à la représentation d'un grand peuple. Elle doit commencer par se respecter elle-même, pour qu'on la respecte. Ses immenses travaux ne devroient jamais être interrompus par des incidens puériles, par des scènes indécentes, qui servent à la décrier.

Elle doit penser que tout est encore à faire ; que la révolution n'a amené qu'un cahos informe ; que le vaisseau de l'état flotte entre deux constitutions , l'une monarchique,

l'autre républicaine ; que l'opinion publique n'est pas encore invariablement fixée sur la plus importante des questions, savoir :

Si la monarchie limitée convient mieux au bonheur de la France que la république?

; que cependant le gouvernement ne peut être établi que d'après la solution de cette question.

Le temps est venu où cette question peut et doit être posée.

Sous la tyrannie des Jacobins, on ne pouvoit ni écrire ni parler ni penser sur cette matière. Il est resté quelques traces de cette tyrannie dans la manière dont la convention a été entraînée pour le décret contre le livre de Lacroix. Quelques mois plutôt cet auteur estimable eût été mis en pièces. A l'époque où un homme proscrit, qui ne respire que pour le bonheur des François, qui gémit sur leurs dangers plus que sur son propre sort, écrit ces réflexions qu'il dédie à sa patrie, le livre de

Lacroix est lu, et gagne tous les jours des partisans.

Avant la fin de l'année, la nation fatiguée des désordres de l'anarchie, aura décidé cette question importante. Elle se lassera d'être violemment dominée par ses égaux, capricieusement, sans lois fixes, d'être assujettie à un gouvernement révolutionnaire, toujours flottant entre la terreur et le crime.

Il est incroyable qu'un peuple qui a fait les plus grands efforts

pour la liberté, ait pu laisser former les tribunaux et les comités révolutionnaires qui l'ont précipité dans l'esclavage le plus odieux, et qu'il n'ait pas jugé d'avance, que cet établissement qui ne pouvoit jamais produire aucun bien, devenoit un fléau national entre les mains d'un homme ou d'un comité qui s'en empareroit.

Certainement, avant la fin de l'année, le gouvernement révolutionnaire sera aboli, et si la convention vouloit le soutenir, elle seroit entraî-

née par la chute violente de cet odieux despotisme. Mais pour opérer le passage de ce gouvernement tyrannique à un gouvernement légal, il faut aborder sérieusement la grande question, et décider entre la constitution républicaine et la constitution monarchique.

La convention nationale ne peut pas avoir le désir criminel de conserver à la fois le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif; car c'est-là précisément le despotisme, et c'est contre le despotisme que la nation

entière est armée et en garde.
D'ailleurs la convention nationale
compte dans son sein un grand nom-
bre de bons patriotes et de gens
éclairés qui s'opposeroient de bonne
foi au projet absurde de cette usur-
pation.

Les deux pouvoirs seront donc
séparés nécessairement. Le peuple,
d'après son droit naturel et impre-
scriptible, conservera le pouvoir lé-
gislatif, qu'il exercera par ses repré-
sentans. Quant au pouvoir exécutif,
il le déléguera ou à des représen-

tans choisis *ad hoc*, ce qui constituera la république, ou à un seul, ce qui constituera la monarchie limitée.

Dans le premier cas, la convention nationale sera forcée de refondre la constitution qu'elle a décrétée, ouvrage de la précipitation et de la terreur. Rien n'est prévu dans cette constitution, et elle n'est favorable qu'à la tyrannie.

De la république.

Pour l'établissement ou l'affermissement de la république françoise, une autre question se présente. Restera-t-elle démocratique, ou l'établira-t-on aristocratique? C'est-à-dire, tous gouverneront-ils, ou remettra-t-on le sort de l'état entre les mains d'un petit nombre de gens élus? Cette question est facile à décider. Un vaisseau seroit bientôt

submergé, si tous les matelots faisoient l'office du pilote.

La démocratie ne convient pas même au gouvernement d'une bourgade. Sa turbulence ne lui permet aucune assiette fixe. Le bonheur et la sûreté en sont bannis. N'ayant jamais une constitution solide, le premier ambitieux qui s'empare d'une faction, séduit le peuple en lui livrant pour victimes ses propres ennemis. Le prétexte du bien public est son arme et soutient sa tyrannie, jusqu'à ce qu'une autre

faction détrompe le peuple, qui immole sa première idole.

La démocratie ne semble revêtir ses représentans de sa confiance que pour les placer en butte à ses soupçons. La consolation de ceux qui ne parviennent pas aux grands emplois du gouvernement, est de vexer continuellement ceux qui en sont revêtus, et souvent de les immoler.

La démocratie n'admet l'égalité que pour confondre tous les rangs,

et ses orateurs ne la prêchent que pour arriver à la domination.

Il est incontestable que les hommes naissent égaux, mais cette égalité n'est absolue qu'entre des hordes sauvages qui n'ont ni propriétés ni arts, ni forme d'association, ni gouvernement. Même entre ces sauvages elle n'existe pas, si l'un est plus fort que l'autre.

Dans l'ordre social l'égalité n'est que devant la loi, qui ne doit connaître ni grands ni petits, mais des

innocens et des coupables. Tout homme qui est obligé de travailler pour un autre, est son inférieur. Si cette subordination graduelle est nécessaire pour le maintien de la société, à plus forte raison celle des gouvernés envers les gouvernans est-elle nécessaire au maintien de l'état.

C'est cette subordination qui ne peut jamais exister avec la démocratie. On voit que depuis l'établissement de la république, le peuple françois fait tous ses efforts pour se

rallier toujours autour de la convention, parce qu'il sent le besoin d'être gouverné; mais il s'égare toujours sur sa prédilection, il se voue successivement à la faction de la Gironde, aux Jacobins, à Robespierre, au parti encore mal développé des modérés; mais on voit qu'il ne fait que suivre le sentiment intime de la nécessité, et qu'il n'a ni confiance ni respect pour la machine gouvernante. Voilà une partie des inconvéniens de la démocratie; il en est beaucoup d'autres qu'une funeste expérience a développés à la nation

La république ne pourroit donc se soutenir en France qu'aristocratiquement, par l'établissement d'un sénat. Mais quels sont les êtres privilégiés dont les talens et les services ayent assez mérité la confiance publique, pour les élever au dessus des autres? Si ce choix se faisoit par une élection temporaire, outre qu'il seroit soumis à toutes les agitations des factions, à toutes les corruptions des ambitieux, il ne donneroit pas à ce sénat plus de considération que n'en ont obtenu les trois assemblées successives; ou bien il

écraseroit l'assemblée législative, absorberoit les deux pouvoirs, et deviendroît despote.

Si on le nommoit à vie, ce seroit se donner un grand nombre de rois; bientôt la clientèle s'amasseroit autour d'eux. Les factions deviendroient régulières, et on verroit naître en France des Sylla, des Marius, des Pompée, des César, qui déchireroient leur patrie, et finiroient par anéantir la république.

L'institution de toute république,

de quelque forme qu'elle soit, quelque sévère et prévoyante que soit sa constitution, tend toujours à se relâcher, et toute république finit par la tyrannie. L'éloquence est un des plus grands dangers du gouvernement républicain. C'est dans le silence du cabinet qu'on gouverne les hommes avec sagesse. Dans la tribune on les enivre, on excite leurs passions, et on les égare.

Si la France persiste à vouloir garder l'état républicain, sa révolution ne finira pas même avec la

M

guerre. Elle deviendra même peut-être plus terrible et plus sanglante encore, lorsque les armées rentreront dans leur patrie, qu'elles trouveront déchirée par des factions entre lesquelles elles se partageront.

Sparte étoit une république, elle avoit des rois : l'Angleterre peut bien être regardée comme une république, elle a des rois. C'est même la balance des deux pouvoirs bien établie, qui fait dans l'un et dans l'autre de ces deux exemples la solidité de la constitution, et par conséquent le bonheur et la force de la nation.

La France peut donc rester républicque une et indivisible, si le peuple retient le pouvoir législatif qui est l'essence de l'état républicain, en revêtissant un homme du pouvoir exécutif sous le nom auguste de roi, qu'on a cherché par toutes les grossièretés jacobines à rendre odieux aux François sans pouvoir y parvenir; car ce peuple a trop d'esprit pour sacrifier son bonheur à une guerre de mots.

De la monarchie constitutionnelle.

La même secte qui divinisoit Marat étoit faite pour avilir jusqu'au nom de roi, et chercher à l'effacer de la langue françoise. L'extinction de cette méprisable secte doit entraîner celle de toutes les absurdités atroces dont elle s'est servie pour dénaturer la nation. Ce n'est plus un crime de parler de royauté.

On peut avancer, sans craindre la guillotine, que la monarchie, modérée par un sénat, est la forme la plus parfaite de tous les gouvernemens humains. 1°. Parce qu'en fuyant la royauté, on tombe nécessairement dans l'anarchie. 2°. Parce qu'en considérant la foiblesse de la nature humaine, il y a moins de danger à donner sa confiance à un seul homme dont les désirs sont remplis d'avance, qui n'a rien à gagner, mais au contraire tout à perdre en mécontentant le peuple, et en le tyrannisant, qu'à cinq cents

hommes nouveaux, dont les intérêts et les passions ne peuvent se satisfaire qu'aux dépens du peuple qu'ils pillent, vexent et massacrent sous le nom du bien public.

Si un roi constitutionnel a des vertus, il tient à son peuple, et il s'identifie avec son bonheur et sa gloire. S'il a des vices, il tient à sa brillante place, et il soumet ses passions à sa politique, de peur de la perdre. Quel que soit son caractère, tous les yeux sont dirigés sur lui, l'assemblée des représentans de la

nation le surveille, la constitution le dirige ou le redresse, et s'il affecte la tyrannie, cette même constitution le punit. Ainsi un roi constitutionnel peut faire du bien à tous, et ne peut nuire qu'à lui-même.

Que les François réfléchissent à toutes les humiliations, toutes les bassesses, auxquelles presque tous ont été soumis depuis cette brillante révolution, devant des hommes, au plus leurs égaux, souvent au dessous d'eux, soit pour obtenir un remboursement en papiers incertains, soit

pour faire reconnoître sur la grande inscription des créanciers de l'état une dette qui étoit bien plus assurée par des contracts, soit pour sauver des cachots ou de la guillotine des parens ou des amis, soit pour obtenir des emplois qui pussent assurer leur subsistance, soit enfin pour jouer un rôle, en s'associant aux assassinats, aux crimes et aux profits illicites de leurs vils protecteurs; et qu'ils se disent: *telle est notre liberté! telle est la souveraineté du peuple!*

Mais , dit-on, le gouvernement marche, les armées françoises sont victorieuses par tout, la nation est élevée au plus haut point de gloire où elle soit jamais parvenue. Oui, l'exaltation des ames, fruit de la révolution, a produit l'héroïsme au dehors, et la barbarie dans l'intérieur. Mais que le François considère, d'un côté ses trophées, de l'autre ses malheurs et les crimes des hommes qui ont abusé de sa confiance, et qu'il avoue de bonne foi qu'il ne voudroit pas recommencer cette affreuse carrière, et qu'il n'as-

pire qu'au moment de voir terminer sa révolution.

Quant au gouvernement, de l'aveu même des représentans, il ne marche pas. Tous les moyens sont forcés. Dépenses excessives, dettes accumulées, ressources fausses ou exagérées, réquisitions tortionnaires, consommation effrayante d'hommes et de bestiaux, commerce ruiné, conjurations toujours renaissantes, crimes récompensés ou impunis; voilà ce que présente la lecture du

journal de toutes les séances de la convention.

Un gouvernement qui attente à la liberté, à la propriété des citoyens sous prétexte du bien public; qui, avouant l'injustice de ses décrets spoliateurs, soutient qu'il faut les maintenir; qui, avouant que les crimes les plus atroces ont été commis, rejette les pétitions qui demandent la punition des coupables, sous prétexte du danger de faire rétrograder la révolution en regardant en arrière ;

Un gouvernement qui punit les opinions comme des crimes; qui favorise les délations, l'espionnage, qui corrompt les mœurs en récompensant les délits les plus atroces; qui tremble toujours devant l'opinion publique, et qui cherche à la maintenir dans l'erreur, en trompant et flattant le peuple; qui sous le prétexte d'établir l'égalité, favorise l'ambition d'hommes sans principes, sans éducation, auxquels l'abjection de leur existence précédente ne peut avoir inspiré que des sentimens

bas, de la grossièreté, de la férocité,
de l'avarice;

Un gouvernement qui exclut des
emplois publics les hommes que leur
éducation en rend susceptibles, uni-
quement parce qu'ils sont de la
classe noble; qui contrarie ces mê-
mes principes de l'égalité, en abais-
sant cette même classe noble à la
condition des esclaves;

Un gouvernement qui sous pré-
texte de la liberté favorise la licence
la plus effrénée; qui profane et dé-

truit tous les cultes ; qui exerce une intolérance barbare et une persécution atroce envers leurs ministres, après les avoir injustement spoliés ; qui substitue à une religion antique, fondée sur la morale la plus sublime et la plus consolante, un paganisme puéril qu'on pardonneroit à peine à l'enfance des premiers âges du monde ;

Un tel gouvernement est la vraie tyrannie, caractérisée par toutes ses fureurs et ses foiblesses. Il est inconséquent, versatile et toujours en-

traîné par la fougue du moment. Un état de révolution et de guerre générale peut seul faire patienter sur ses excès et tolérer ses abus, mais il ne peut pas durer ni devenir la base du système social d'un grand peuple.

Plus la nation a déployé de constance pour repousser les attaques extérieures, plus elle a montré de patience pour supporter les crimes de ses tyrans, le dépouillement, les embrasemens des villes, les dépopulations des campagnes, la mi-

sère, la famine: plus elle sera impatiente du résultat.

Après avoir secoué le joug de la plus effrayante tyrannie, la nation ne continue sa confiance à la convention nationale, que parce qu'elle est persuadée que la grande majorité de ses membres abhorre le passé, et veut de bonne foi travailler à faire cesser le brigandage, le meurtre, l'anarchie et les calamités qui ont fait de la France une vaste prison ou un cimetière.

Elle a besoin de la paix et d'une constitution solide, qui sépare et tempère les deux pouvoirs : elle a besoin d'un gouvernement actif et éclairé, qui calme les passions, et assure le bonheur public. La guerre et les conquêtes consommeront sa ruine, sa dépopulation et son anarchie. La constitution républicaine perpétuera la corruption, les crimes et les troubles intérieurs, et conduira à des guerres civiles et à l'anarchie, dont la tyrannie est la fin. La constitution monarchique peut seule la sauver.

On estime assez la saine majorité de la convention nationale pour la croire bien pénétrée de cette vérité incontestable. Si elle ne se hâte pas de la prononcer elle-même, bientôt le vœu général lui annoncera impérieusement la révolution que l'expérience la plus funeste a produite dans l'opinion publique. Alors la convention non seulement n'aura pas le mérite dont elle peut s'honorer en préparant et prévenant l'opinion publique; mais entraînée elle-même par le torrent, elle ne pourra pas apporter la mesure

de sagesse et de prudence dans la grande décision du sort de la nation, qui deviendra peut-être extrême, si elle est inspirée par cette fougue qui n'a que trop caractérisé toutes les époques de cette étonnante révolution.

François, il est temps pour vous de cueillir les fruits de vos efforts, de votre sang, de vos souffrances; il est temps de mettre fin à vos calamités! Il vous faut la paix; on vous la demande, et elle dépend de vous. Il vous faut une consti-

tution monarchique : elle est faite, le temps et l'expérience la perfectionneront. Il vous faut un gouvernement ; vous tenez dans les fers un jeune prince dont les malheurs anticipent l'éducation, et dont l'innocence assure les droits.

Grâces à votre valeur indomptable, aucune nation étrangère ne peut plus vous faire la loi. D'un côté, la vraie gloire, la vertu, l'assurance des propriétés, la renaissance du commerce et des arts, le respect de tous les peuples et de tous les siè-

cles, joint à votre propre estime :
de l'autre, une fausse gloire, les
crimes, la misère, la dépopulation,
la banqueroute, l'anarchie, la guerre
civile, la tyrannie et la subversion
totale de votre patrie. Choisissez !
Votre sort est entre vos mains ; hâ-
tez-vous de le décider.

Dumouriez.

bles, joint à votre propre estime;
de l'autre, une fausse gloire, les
crimes, la misère, la dépopulation,
la paupérisation, l'anarchie, la guerre
civile, la tyrannie et la subversion
rotule de votre patrie. Choisissez!
Votre sort est entre vos mains; le
votre vous de le décider.

Démocratie.



Dumouriez, Charles François Du Périer,

Coup d'oeil politique sur l'avenir de la France

Hambourg 1795

Gall.rev. 307 m

urn:nbn:de:bvb:12-bsb10421644-6

VD18 14657252-001